

Documents sur la constitution de la Gauche Révolutionnaire

Marceau Pivert et ses amis quittent la tendance Bataille socialiste à l'été 1935 et forment leur propre courant.

(septembre-octobre 1935)

Sommaire :

- Plate-forme constitutive de la gauche Révolutionnaire
- Annexe : Notes sur la réunion constitutive de la Gauche révolutionnaire

Plate-forme constitutive de la Gauche Révolutionnaire

De la Défensive antifasciste à l'offensive contre le capitalisme.

Les forces productives développées par le régime capitaliste se heurtent de plus en plus aux obstacles dressés par leur propre exploitation. Pour parer à ces difficultés croissantes, le capitalisme est forcé de s'imposer des formes planifiées.

Mais comme à l'époque du capitalisme de libre-concurrence, puis du capitalisme monopolisateur, le capitalisme étatique reste soumis à la loi du profit et son évolution l'entraîne vers la généralisation de la misère.

En même temps se transforme la superstructure politique et la démocratie bourgeoise devient un système périmé de domination capitaliste : elle tend à se transformer en état totalitaire.

L'alternative qui se pose est donc : dictature autoritaire du grand capital contre l'ensemble des masses laborieuses ou dictature du prolétariat, représentée par un gouvernement ouvrier et paysan, issu de la révolution, substituant à l'appareil étatique de la bourgeoisie les organismes démocratiques des masses laborieuses et construisant le socialisme.

Si les partis ouvriers se bornent à défendre la démocratie bourgeoise périmée, ils ne montreront pas d'issue réelle aux masses souffrantes, ils permettront aux démagogues fascistes d'identifier les partis ouvriers avec la démocratie capitaliste et de conquérir ainsi de larges couches désespérées pour les buts fascistes. C'est pourquoi le Parti Socialiste doit transformer la défense antifasciste en offensive contre le capitalisme et rassembler les masses laborieuses sous son drapeau en prenant comme points de départ aussi bien leurs besoins économiques que la défense des libertés démocratiques, conquises de haute lutte par nos aînés.

Pour un Front Populaire de combat.

Le Front Populaire actuel est un rassemblement des masses contre la menace fasciste. Les aspirations de ces masses ne peuvent être réalisées désormais que par des combats avec le grand capital et ne devraient avoir comme issue que la chute de la domination bourgeoise. Mais la politique actuelle de ses dirigeants freine les possibilités révolutionnaires.

Un gouvernement du Front Populaire rencontrera dès qu'il essaiera de satisfaire même aux plus modestes aspirations des masses la plus farouche résistance extraparlamentaire des forces capitalistes. Il lui faudra alors, ou bien trahir ces masses et capituler honteusement, ou bien se jeter – sous la pression des masses – dans un gouvernement de combat en direction du socialisme. Seul un gouvernement qui s'appuiera sur la volonté des masses organisées, résolues à la lutte et au moins partiellement équipées pour le combat pourra se transformer en gouvernement ouvrier et paysan et mener à son terme sa tâche révolutionnaire.

La tactique du Parti Socialiste doit découler de ces considérations.

Il doit préparer les masses à l'action directe, à la lutte sous toutes ses formes (depuis les meetings et démonstrations de rue jusqu'à la grève générale en accord avec les syndicats). L'amoindrissement continu de l'importance du parlementarisme impose au Parti le passage à l'action extraparlamentaire et la dénonciation des illusions électoralistes. Toute l'activité du Parti doit lui être dictée non par la légalité de son ennemi de classe, mais par la volonté des masses travailleuses et par les nécessités de la lutte révolutionnaire.

Pour une Milice populaire et des Comités de Salut Public.

Des mots d'ordre concrets, adaptés à la situation et perceptibles par les masses augmentent leur capacité offensive.

Ainsi, en présence des provocations fascistes qui se multiplient, nous lançons le mot d'ordre de la milice ouvrière et paysanne ; ce mot d'ordre implique la création immédiate des organismes de défense active destinés à l'encadrement des masses. Le développement de la milice sera déterminé par le processus révolutionnaire et contribuera à la désagrégation du moral de l'ennemi fasciste.

D'autre part, dans chaque localité, dans chaque quartier, un comité de salut public (commune) doit se constituer à la faveur des luttes ; les paysans seront appelés à contrôler eux-mêmes les prix de vente de leurs produits et les comités paysans se prépareront à prendre en main la gestion des minoteries et des grands domaines. Des comités populaires contrôleront les prix dans les villes ; d'autres, en accord avec les syndicats, contrôleront la fabrication et le transport des armements. Partout, les travailleurs constitueront, à côté du pouvoir officiel de la bourgeoisie, les éléments du pouvoir populaire. Les délégués de tous les Comités populaires locaux se réuniront pour constituer les Etats Généraux des masses travailleuses.

En même temps, une propagande active et une pénétration méthodique s'exerceront parmi les forces coercitives de la bourgeoisie.

Une révolution ne s'improvise pas. Le Parti doit donc la préparer et envisager l'action révolutionnaire sous toutes ses formes et dans tous ses moyens.

Contre la guerre et l'Union sacrée.

Le prolétariat doit se dresser de toutes ses forces contre la guerre menaçante.

Les techniques modernes de guerre font de la prétendue « *défense nationale* » en régime capitaliste une expression vide de sens et une duperie sanglante.

En aucun cas le prolétariat ne saurait s'associer à une guerre menée par ses exploiters.

Ni au nom de la « *démocratie* » contre le fascisme extérieur. On ne porte pas la liberté à un peuple à la pointe des baïonnettes et on ne lutte pas contre le fascisme d'autrui après avoir accepté dans son propre pays un régime équivalent (état de siège, censure, suppression de toutes les libertés, destruction physique et morale du peuple, etc.).

Ni au nom de la défense de l'U.R.S.S. car la seule défense efficace des conquêtes de la première Révolution prolétarienne victorieuse, c'est son extension vers la révolution mondiale.

Ni, à plus forte raison, au nom de considérations diplomatiques quelconques.

Il ne peut faire confiance, pour l'empêcher, à un organisme international quelconque des états impérialistes (comme la S.D.N.). De même, il ne peut raisonnablement attendre que le capitalisme consente à se désarmer lui-même.

Le prolétariat trahirait sa mission s'il marchait sous un prétexte quelconque à la remorque d'un impérialisme contre un autre.

Toute lutte contre la guerre doit être menée d'une manière autonome et avec tous les moyens d'action directe de classe. Le danger de guerre ne peut disparaître que par le renversement du capitalisme.

Notre mot d'ordre essentiel de lutte contre la guerre est :

« si tu veux la paix, prépare la révolution. »

Nous ne l'abandonnerons sous aucun prétexte.

Si, malgré nos efforts, la guerre éclate, les socialistes utiliseront les difficultés créées par les hostilités pour renverser leur propre bourgeoisie par les moyens révolutionnaires. Ils tendront à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Ils doivent être convaincus que la défaite de la bourgeoisie de leur pays sera le levier de leur victoire et la seule aide véritable à la révolution russe.

Pour la libération des peuples coloniaux.

Les socialistes ont le devoir de soutenir les mouvements des peuples coloniaux en faveur de leur libération. Toutefois, dans ces luttes ils doivent conserver leur propre organisation et leur politique socialiste en face des éléments indigènes féodaux, capitalistes et petits-bourgeois.

Pour l'unité organique et révolutionnaire.

La politique actuelle de chacune des deux Internationales ne traduit pas la volonté révolutionnaire des masses.

L'unité ne saurait être seule la garantie de la victoire, car le parti unifié groupera les courants les plus contradictoires.

Mais c'est à l'intérieur du mouvement prolétarien unifié que nous voulons rechercher les possibilités de redressement révolutionnaire. Car la fusion des deux partis attirera nécessairement des milliers de prolétaires inorganisés aujourd'hui, contribuera à élever la volonté combative de la classe ouvrière et donnera de nouvelles possibilités à l'action révolutionnaire.

D'où : nécessité urgente de la reconstitution de l'unité organique nationale et internationale et de la plus large démocratie intérieure pour que les différentes tendances puissent gagner les militants à leurs conceptions.

Notre but est de gagner la majorité des militants de la S.F.I.O. à ces points de vue.

Octobre 1935

Annexe

Notes de Marie Guérin sur la Réunion constitutive de la gauche révolutionnaire

(septembre 1935)

Claude Beaufort (XVIII^e) :

Notre plate-forme doit contenir notre position contre la déclaration de Staline et l'exclusion des jeunes. Il faudrait réunir les différentes tendances qui sont d'accord là-dessus. Les B.-I. ne doivent pas adhérer de suite, plus tard, on pourrait voir ça.

Marceau Pivert :

Il faut la solidarité avec les B.-I. Du travail en commun avec eux pour certaines choses. Pas d'unité organique avec eux qui sont fortement organisés et où il faudrait se soumettre à leurs méthodes, leurs statuts, etc. Il faut nous aussi devenir fortement organisés et sur un même plan collaborer avec eux. Eventuellement comité de coordination avec B.-I. à envisager.

Treint :

Faudra résister de plus en plus à une vague d'exclusions et arriver peu à peu à une Gauche révolutionnaire unifiée dans le parti. Mais comme il y a encore beaucoup d'opinions divergentes parmi les tendances gauches (par exemple sur la Russie) il faut organiser un cartel des gauches avec discipline commune.

Marceau Pivert :

Pas le temps de couper les cheveux en quatre. Il faut élaborer un programme au caractère collectif et anonyme pour résoudre choses que l'ensemble du parti n'est pas encore capable de résoudre.

Weil-Curiel :

Il faut s'élever contre l'exclusion des trotskystes. Mais pas couper liens avec eux. Favorise l'adhésion individuelle des trotskystes si toutefois les B.-I. ne veulent pas se dissoudre pour adhérer en bloc à la G.-r.

Marceau Pivert :

On l'avait proposé à Molinier qui a nettement refusé et la dissolution du G.b.-l. et l'adhésion individuelle des membres.

Boris Goldenberg : Lit les 7 points de la plate-forme (élaborée avec René Lefevre avant la séance).

Autre camarade :

Sur cette plate-forme qui sera propre à la tendance il faut faire du bon travail qui peu à peu attirerait les autres tendances.

Georges (défendant Treint) :

Il y a du danger à se concentrer en une seule tendance car toute tendance a des limites et empêcherait d'autres tendances d'agir.

Il y a en a qui ne veulent pas d'étiquettes. Donc : Cartel serait l'anonymat de tout ce qui serait fait et constituera une sécurité pratique.

Gaston Goldschild :

Treint a tort ici. Il faut une étiquette. Elaborons le programme et viendra qui voudra.

Marceau Pivert :

Faut voter pour la constitution de la tendance G.-r. qui est adoptée presque à l'unanimité contre quatre voix. Treint veut quitter la salle mais reste après.

Fred Zeller :

Prétend qu'on a « exclu » Treint sans avoir même un programme. Veut qu'on se prononce surtout d'abord sur Lille et sur ce qu'on fera si 25 B.-l. sont exclus.

Mais Marceau Pivert procède à la lecture des 7 points du programme.

[...]

Goldenberg ajoute qu'un gouvernement éventuel de Front populaire sera pour nous un gouvernement de transition. Ne pas supporter parlementaire ou bourgeois. Pas de gouvernement double. Faut d'ores et déjà créer des organisations démocratiques englobant les masses.

Weil-Curiel :

Il faudra les présenter sous un nom « innocent » comme « défense prolétarienne » ou autre. Accepté.

Election du CD avec Gaston Floutard comme secrétaire administratif.

Marceau Pivert précise que G.-r. doit comprendre tous les responsables des anciennes tendances.

Est élu un comité de presse : René Lefevre, Gilbert, Simone Kahn, Goldschild.

Marceau Pivert propose de faire une autre proposition aux B.-I. avec cette nouvelle plate-forme et propose avec Weil-Curiel de prendre Zeller dans le C.d. pour marquer le coup par rapport à la bureaucratie concernant son attitude par rapport aux trotskystes.

Tâches urgentes.

Candidats à la C.e. : Périgault, Fred Zeller, Goldschild, Gillet (Bondy), Canet.

Elections Sénat. Marque le coup par candidature G.r. pour se différencier des candidats Front populaire comme Auray.

Proposé et accepté : Delépine.